

Les revendications démocratiques et leurs obstacles

D'après l'intervention d'Alain GRESH, directeur adjoint du *Monde diplomatique*

A lors que, dans le monde entier, des changements profonds affectaient toutes les régions avec l'effondrement des régimes autoritaires et des dictatures, le monde arabe semblait immobile. Les révolutions arabomusulmanes mettent un terme à cette exception.

Des revendications communes

Ces révolutions concernent des pays très divers, mais elles ont trois points communs : une aspiration générale à la liberté, qui ne se confond pas exactement avec l'aspiration à la démocratie politique ; une dégradation de la situation sociale de la plus grande partie de la population, face à des classes dirigeantes qui se sont enrichies avec beaucoup d'arrogance ; un pic démographique avec une jeunesse très nombreuse. Le Tunisien Mohamed Bouazizi, qui s'est suicidé, est devenu le symbole de cette jeunesse, de cette révolution : ce jeune instruit, devenu marchand des quatre saisons, voulait vivre et travailler normalement et ne supportait plus d'être harcelé par les autorités, à la merci de l'arbitraire de l'Etat.

L'aspiration à l'autonomie et à la liberté

Cette aspiration à l'autonomie est commune à l'ensemble du monde arabe, qui revendique la dignité et refuse de continuer

Entré au *Monde diplomatique* en 1985, Alain Gresh a fait de nombreux reportages au Maghreb et au Moyen-Orient. En ce moment, il travaille notamment sur le conflit israélo-palestinien, l'Arabie Saoudite et l'islam de France. Il est l'animateur du « blog du Diplo » *Nouvelles d'Orient*.

à vivre dans la peur. Les jeunes et les moins jeunes font preuve d'un courage incroyable et l'expriment. Il y a peu, sur la place Tahrir, les manifestants ont mis des calicots disant : « *Nous sommes prêts à mourir et nous ne voulons pas de retour en arrière.* » Depuis la chute de Moubarak, 12 000 personnes ont été arrêtées et jugées sous tribunaux militaires, dont une partie a été transférée aux tribunaux civils sous la pression de la population. La détermination des manifestants du Caire et la reprise de leur mouvement s'expliquent par le maintien de l'arbitraire de la police et de l'armée, avec les arrestations et la pratique habituelle de la prison, des coups et de la torture avant même tout interrogatoire. Ces agissements révoltent les Egyptiens de tous âges, de tous milieux et de toutes opinions. On a pu voir des services d'ordre auprès des jeunes manifestants, comprenant des Frères musulmans comme les « ultras », les supporters de football, habitués aux affrontements avec la police. Ce que veulent les manifestants, c'est renverser le régime, mettre en cause l'organisation patriarcale de la société, c'est accéder à la liberté et à la démocratie, qui sont nécessairement liées, indépendamment de leurs aspirations politiques. Du coup, les jeunes Frères musulmans pris dans le mouvement ont éclaté et rejoint des organisations diverses, y

compris d'extrême gauche. Principale force politique dans l'avenir proche, à l'évidence, les Frères sont traversés par des débats internes. Cela rend plus optimiste pour l'avenir.

En Tunisie, Ennahdha montre plus d'ouverture que les Frères égyptiens ; des circulations transversales entre militants rendent plus difficile le maintien d'une cohérence monolithique de l'organisation. Ce qui est une raison d'espérer : le chemin sera difficile, mais un tournant a été pris et il n'y a pas de retour en arrière possible.

Aucun pays arabe épargné par le mouvement

Ce mouvement tire sa force du fait qu'aucun pays arabe n'a été épargné. Par exemple, dès mars-avril 2010, le régime saoudien, inquiet à juste titre, a injecté 240 milliards d'euros pour augmenter les salaires et calmer la jeunesse. Le roi du Maroc a mené une réforme constitutionnelle relativement avancée, qui aurait été saluée comme telle il y a trois ans, mais qui laisse sceptiques aujourd'hui des électeurs fortement absentéistes. Ce qui profite massivement aux islamistes, seul parti d'opposition. En l'absence de transformation politique et économique avec le nouveau gouvernement au Maroc, la contestation risque de reprendre. Que le mouvement ait pris racine partout dans la région renforce chaque mouvement national. Il y a désormais une scène politique arabe, avec un cadre commun et des solidarités, entre les jeunes par exemple.

Les obstacles, internes et externes

Le premier obstacle est la contre-révolution : par exemple en Egypte, malgré des limogeages, ce qui reste de l'ancien régime garde encore des postes de commandement importants : dans la télévision publique, la presse officielle, etc. Ils s'appuient sur l'armée, qui leur permet de résis-

Ce que veulent les manifestants, c'est renverser le régime, mettre en cause l'organisation patriarcale de la société, c'est accéder à la liberté et à la démocratie, qui sont nécessairement liées, indépendamment de leurs aspirations politiques.



© SYLVIE NONY

La détermination des manifestants du Caire et la reprise de leur mouvement s'expliquent par le maintien de l'arbitraire de la police et de l'armée.

ter efficacement, même si le parti unique (qui regroupait toutes les forces conservatrices) a disparu. Ces forces résistent encore moins bien en Tunisie, où des anciens du RCD ont tenté de refaire surface, en vain.

Le deuxième obstacle est le confessionnalisme, qui pèse surtout au Proche-Orient. Ainsi, en Egypte, la minorité copte (qu'on estime entre 10 et 15% de la population) avait été durement traitée par Sadate, qui a introduit la charia dans la Constitution et promulgué des lois discriminatoires, afin de mieux lutter contre les islamistes, disait-il. En fait, il manipulait les tensions. Des rumeurs accusent encore le ministère de l'Intérieur d'avoir été impliqué dans l'attentat d'Alexandrie, en décembre 2010, et une enquête est ouverte. Pour la première fois, on a vu une réponse solidaire des musulmans et des coptes.

En Syrie, au Liban, en Irak, le confessionnalisme est à la fois religieux et national; au Proche-

Orient, un individu doit appartenir à une communauté. La France des années 1920 en est en partie responsable, car elle a consolidé ce système en instituant le confessionnalisme. Ces communautés ont pris racine et sont maintenant une réalité.

Le risque de guerre toujours présent

La guerre américaine a durci les appartenances religieuses en Irak. En Syrie, c'est la minorité alaouite qui exerce le pouvoir depuis trente ans, alors que les sunnites sont majoritaires. Les tensions communautaires, manipulées à la fois par le pouvoir et par les extrémistes, aboutissent à une situation explosive. Même si une partie de la population soutient encore réellement Bachar al-Assad, qui avait une image de jeune réformateur et qui lui fait moins peur que l'inconnu, le régime semble clairement à bout. Mais la révolution syrienne, très unie au départ, l'est moins.

La communauté internationale devrait aider le pays à s'en sortir sans une guerre civile qui aurait, en plus, de graves répercussions sur la région.

Le plus grave obstacle est donc le risque de guerre, dans une région où les conflits se sont accumulés, au Liban, en Irak, en Palestine. Une guerre serait très dangereuse pour les mouvements d'émancipation des peuples arabes.

En conclusion, il faut aux pays européens admettre qu'il n'y a pas de démocratie possible dans le monde arabe sans sa composante islamiste. Le rôle de l'Occident n'est pas de donner des leçons, de « conditionner » son aide économique à quelque « bon » comportement, mais d'entrer dans des rapports adultes et de comprendre que ces révolutions se font à côté de l'Occident, non contre lui, mais qu'elles jugeront l'Occident à l'aune de sa politique concrète. ●

Propos recueillis par Nicole Savy